

**ÉTUDE  
D'ÉVALUATION  
DE L'ACTION DE LA  
FORMATION À LA  
COMMANDE PUBLIQUE  
À LA RÉUNION**  
**SYNTHÈSE - DÉCEMBRE 2021**





# FORMER POUR MAXIMISER LES RETOMBÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES TERRITORIALES

## Contexte

En 2020, à La Réunion, **la commande publique représente plus de 10% du PIB réunionnais**, soit 1,9 milliard d'euros<sup>1</sup> s'inscrivant comme l'un des piliers de l'activité locale et vecteur privilégié du développement territorial.

Le budget des donneurs d'ordres publics est alimenté par divers fonds nationaux et européen tels que le fond de relance, le FEDER<sup>2</sup> et le PNAD<sup>3</sup>.

Aujourd'hui la commande publique devient, au-delà de la finalité de l'investissement, un outil de politique publique ayant trait à l'environnement, à l'insertion sociale, à l'innovation et à la croissance des PME.

Autant de sujets novateurs qui nécessitent de former l'ensemble des acteurs et auxquels ces derniers n'ont pas forcément été sensibilisés dans leur formation initiale ou professionnelle.

Pour aller vers cette performance et optimisation de la commande publique profitable à tous les acteurs, tous les leviers doivent être mis en œuvre pour améliorer l'efficacité de leur fonction achats.

## L'étude

L'étude d'évaluation de l'action de la formation à la commande publique à La Réunion était pilotée par le groupe de travail du HCCP sur l'accès des TPE-PME à la commande publique et un comité de pilotage\* ; elle a été réalisée entre juin et octobre 2021 par la société LPME dans le cadre d'un appel d'offres.

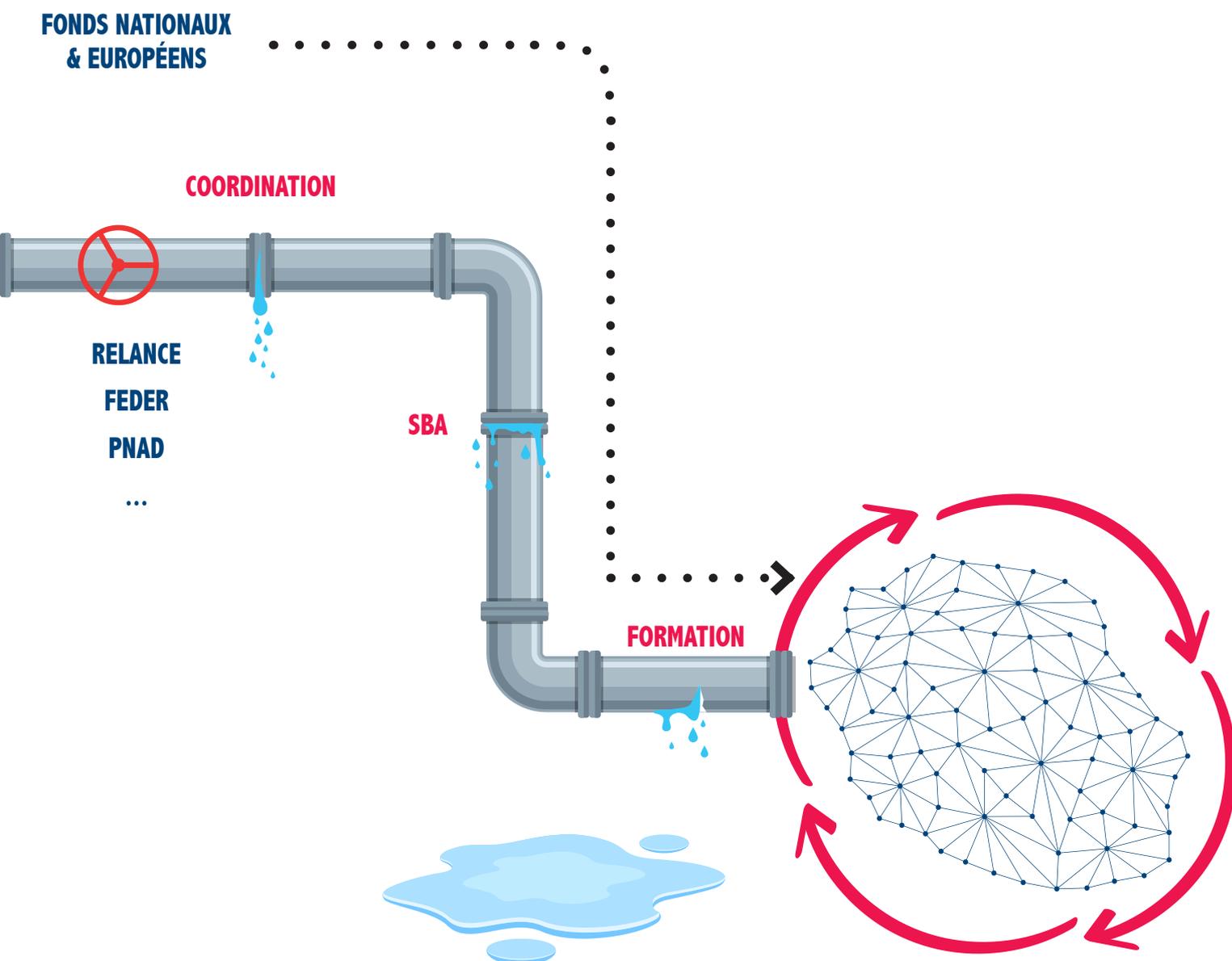
<sup>1</sup>D'après le rapport d'activité 2020 du HCCP

<sup>2</sup>Fonds européen de développement régional

<sup>3</sup>Plan national pour les achats durables

(\*) Composé de responsables du CNFPT, de la CMAR, de la CCIR, de la Chambre d'Agriculture et de l'AMDR (Maires de la Réunion).

# UNE PARTIE DU MONTANT DE LA COMMANDE PUBLIQUE RÉUNIONNAISE ÉCHAPPE AU TERRITOIRE



## L'échantillon

37 participants au sein des organismes et organisations suivants : donneurs d'ordre, bailleurs, collectivités, Interco, administrations, chambres consulaires, organisations professionnelles et élus. Quant aux entreprises, elles avaient déjà été interrogées sur la question de la formation lors de l'étude « accès digital à la commande publique » menée avec le concours des chambres consulaires (CCI/ CMA/CA) ; les résultats de l'étude ont été intégrés dans l'étude « formation » publiée en ce début d'année 2022. En complément et afin de récolter plus d'informations concernant les formations réalisées et à venir pour les opérateurs économiques de l'île, les enquêteurs ont contacté 11 structures : les 3 chambres consulaires et autres organisations professionnelles locales.

# BILAN 2018-2020 PRÉVISIONS



Le HCCP a souhaité réaliser une étude d'évaluation de l'action de formation de la commande publique à La Réunion afin de construire une vision collective des enjeux de la commande publique et d'améliorer l'efficacité de sa pratique et la performance de l'achat.

L'étude d'évaluation s'articule autour des étapes suivantes :

- 1) **Dresser l'état des lieux** de l'offre de formation au profit des donneurs d'ordres publics, des praticiens et des entreprises,
- 2) **Recueillir et analyser les compétences internes** et les besoins en formation exprimés par les donneurs d'ordres publics, les praticiens et les entreprises,
- 3) **Mettre en avant l'adéquation** entre :
  - L'offre de formation et les objectifs fixés par la collectivité et les compétences internes,
  - Les besoins exprimés par chaque acteur et l'offre de formation ;
- 4) **Formuler des recommandations** afin d'améliorer les compétences et les offres de formation.

## 3 catégories analysées selon 4 axes, à 3 niveaux (initiation, perfectionnement, spécialisation)



ÉLUS



ACHETEURS  
PUBLICS



ENTREPRISES

# LES 4 AXES

1

## DÉMARCHE ACHAT

Leviers et outils liés à la politique  
& la stratégie d'achat

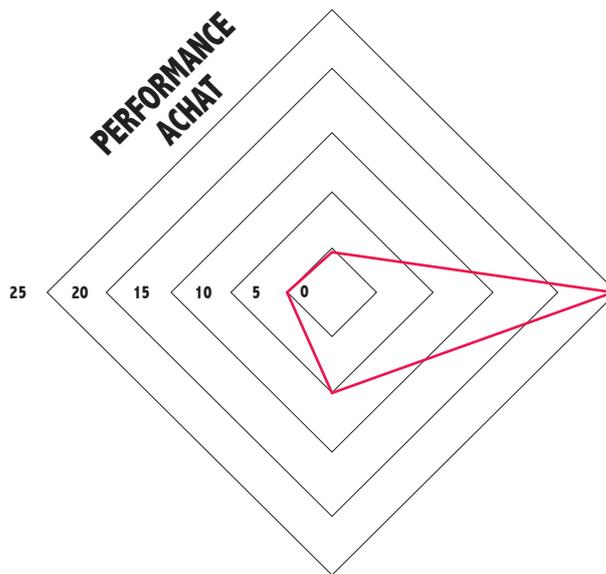
■ **CRÉATION DE VALEUR**

■ **PROFESSIONALISATION**

2

## GOUVERNANCE

Organisation & pilotage  
de la fonction achat



4

## MOYENS & RESSOURCES

Compétences métier

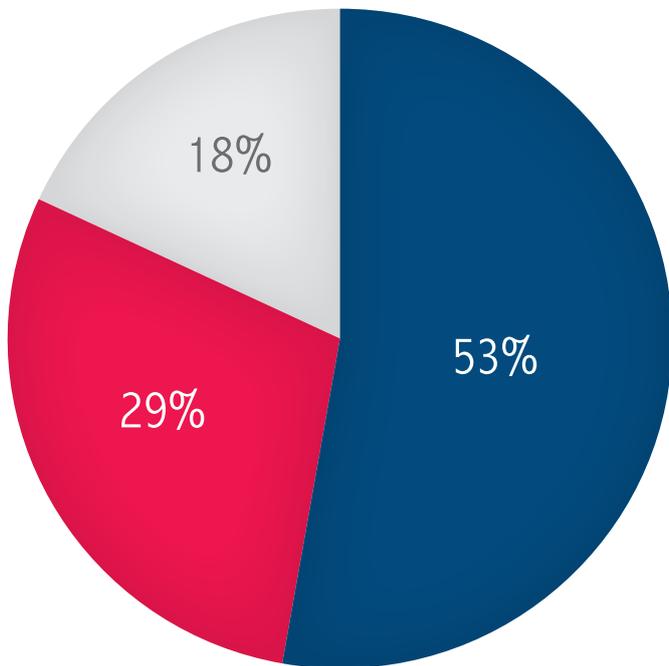
3

## MISE EN OEUVRE DU PROCESSUS ACHAT

Valeur ajoutée & création de valeur

- ▶ **Ecrasante majorité des actions de formations consacrées aux compétences métiers**
- ▶ **Carence patente sur les axes créateurs de valeur : stratégie, gouvernance et processus**

# LES 3 NIVEAUX DE FORMATION



## RÉPARTITION PAR NIVEAUX : BILAN

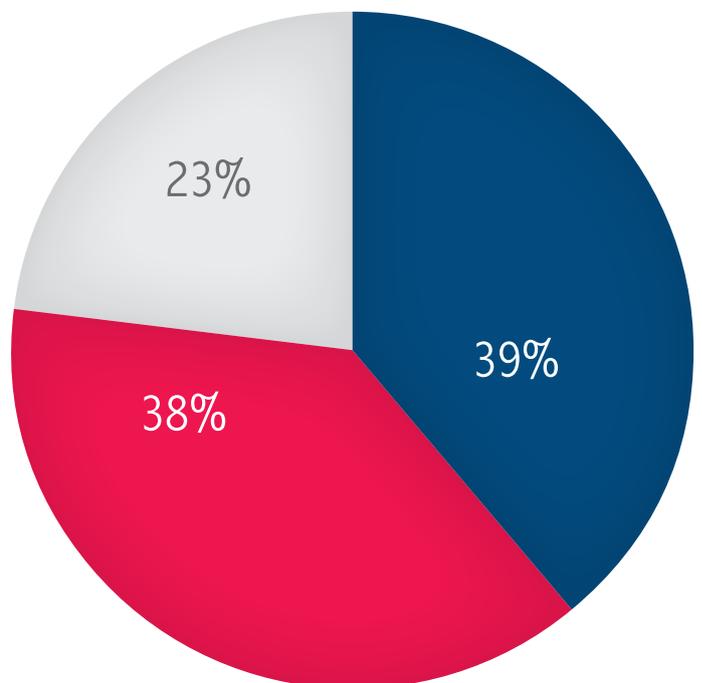
Le niveau des formations réalisées porte principalement sur **l'initiation**, puis le **perfectionnement**, et plus marginalement la **spécialisation**.



## RÉPARTITION PAR NIVEAUX : PRÉVISIONS

Les niveaux de formation recherchés sont principalement de **l'initiation et du perfectionnement**. En revanche, **la demande est plus forte sur la spécialisation par rapport au bilan**.

De plus, on note également un léger recul des besoins en initiation



# RECOMMANDATIONS

## #1 À ÉVITER

- Négligence des axes créateurs de valeur
- Part principale consacrée à l'initiation
- Formations théoriques
- Absence de programmation
- Démarches individuelles et opportunistes

## #2 À PRIVILÉGIER

- Axes créateurs de valeur (rééquilibrage)
- Adaptation des niveaux aux ambitions
- Promotion des retours d'expériences
- Mutualisation des formations
- Réflexion collégiale autour des parcours cibles / acteur

Les parcours de formation doivent répondre aux objectifs suivants :

- **Création de valeur** par un rééquilibrage des actions menées en faveur des 4 axes
- **Renforcement des compétences clefs** par une accentuation de la spécialisation et du perfectionnement
- **Promotion de l'intelligence collective** par une mutualisation de toutes les actions qui le permettent (entre les 3 catégories d'acteurs et au sein de la même catégorie)
- **Adaptation** des niveaux et formats au juste besoin.
- Développement d'une **dynamique collective autour d'un projet de territoire**



# RECOMMANDATIONS



## AU NIVEAU COLLECTIF

- Mettre en place un **Référentiel Territorial des Parcours de Formation à la Commande Publique** (RTFCP 343) afin **d'augmenter la contribution de chacun au bon achat public** responsable :
  - **3 acteurs** (élus, acheteurs, entreprises)
  - **4 axes** (stratégie, gouvernance, processus, compétences)
  - **3 niveaux** (initiation, perfectionnement, spécialisation)
- Coordonner les actions pour **mutualiser les briques de parcours** dès lors que c'est possible afin de promouvoir les regards croisés et favoriser l'intelligence collective au profit d'un objectif commun (entre les 3 catégories d'acteurs et au sein de la même catégorie)
- **Partager les outils et bonnes pratiques en matière d'achat de formation (CCTP, Evaluation OF,...)**
- **Fixer des objectifs annuels et évaluer l'impact des actions menées à l'échelle du territoire**



## AU NIVEAU DE CHAQUE ACTEUR

- **S'engager à réaliser et communiquer un plan de formation annuel** (suppose programmation et allocation budgétaire) :
  - inscrit dans les parcours cibles 3-4-3 adoptés collectivement
  - comprenant des actions menées sur chacun des 4 axes pour chaque brique du parcours cible de formation
  - accentuant la spécialisation et le perfectionnement des compétences clefs à développer / vision prospective
  - adaptant les niveaux des actions de formation et formats au juste besoin.
- Faire de l'élu **un stratège de la commande publique**
- Faire de l'acheteur un créateur de valeur par **l'instauration des conditions promouvant un achat public responsable**
- Faire de l'entreprise une créatrice de valeur par la **maximisation de sa force de proposition et de sa capacité d'innovation**



# **SYNTHÈSE DE L'ÉTUDE D'ÉVALUATION DE L'ACTION DE LA FORMATION À LA COMMANDE PUBLIQUE À LA RÉUNION**

**SYNTHÈSE DES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE D'ÉVALUATION  
DE L'ACTION DE LA FORMATION À LA COMMANDE PUBLIQUE À LA RÉUNION**

réalisée entre juin & octobre 2021

Traitement Lien Public des Moyennes Entreprises (LPME)

